

PLANÈTE •

## Plus de 800 millions d'humains privés d'eau potable

Les Nations unies dressent un tableau alarmant de l'accès à l'eau potable dans son rapport 2019. En 2015, six humains sur dix ne disposaient pas de toilettes ou équivalent.

Par Martine Valo • Publié le 20 mars 2019 à 16h59 - Mis à jour le 21 mars 2019 à 09h51

Article réservé aux abonnés



Des habitants de Bangalore (Inde) attendent de collecter de l'eau potable sur un robinet de la communauté, le 18 mars 2015. MANJUNATH KIRAN / AFP

Toujours plus d'humains (7,7 milliards), qui consomment toujours plus d'eau – la demande augmente en moyenne de 1 % chaque année depuis la décennie 1980 –, mais qui n'ont pas encore réussi à la partager. Tel pourrait être le résumé du rapport 2019 des Nations unies (ONU), présenté à l'occasion de la Journée mondiale sur l'eau, le 22 mars, et publié par l'Unesco mardi 19 mars.

Ce travail nourri de statistiques puisées auprès d'une dizaine d'agences onusiennes et de diverses organisations s'intitule « Ne laisser personne pour compte ».

Il y a urgence à cela, car le stress hydrique s'accroît : la pollution est généralisée en surface et dans les nappes souterraines, dont certaines ne se rechargent plus, aggravant le sort d'une large partie de



l'humanité. Mais cette injonction tient du vœu pieux si l'on se fie aux données collectées par les rapporteurs.

Certes, des progrès ont été réalisés : plus d'un milliard supplémentaire de personnes dans le monde ont obtenu l'accès à un point d'eau raccordé à une canalisation entre 2000 et 2015. Mais 844 millions sont encore privés de tout service élémentaire d'eau potable. Ils ne disposent pas de la moindre « source améliorée » – c'est-à-dire, selon la définition officielle, d'un point de prélèvement protégé des animaux, situé à trente minutes au maximum de chez eux, aller-retour et attente compris.



Dianta Saka, 56 ans, rentre chez elle avec de l'eau collectée près du village de Bonde, en République démocratique du Congo, le 26 décembre 2018. LUIS TATO / AFP

## **Plus l'eau est rare, plus son coût est exorbitant**

Trois humains sur dix n'ont pas la possibilité de boire à leur robinet sans inquiétude pour leur santé. Et, pour eux, plus l'eau est rare, plus son coût est exorbitant. Pas seulement en temps et en effort pour les femmes et les filles à qui incombe, dans les trois quarts des cas, la corvée de la quérir à une source, à une borne, à un forage, à une citerne remplie grâce aux pluies ou chez un marchand.

« Les habitants qui doivent acheter l'eau en bidon ou se la faire livrer par un camion, peuvent la payer dix fois plus cher que ceux qui ont l'eau courante », affirme Richard Connor, rédacteur en chef du rapport. Il note en outre que les subventions publiques vont avant tout aux quartiers les mieux lotis.

Du côté de l'assainissement, 68 % de la population utilise au moins un service élémentaire, contre 59 % il y a quinze ans. Cependant, en 2015, six personnes sur dix ne disposaient pas d'un dispositif « géré en toute sécurité ». C'est ainsi que l'ONU-Eau désigne les toilettes, latrines ou autres, qui ne sont pas partagées avec les voisins et qui donnent lieu à un traitement des déchets, quel qu'il soit. Il reste 892 millions de personnes qui n'ont d'autre solution que de se soulager en plein air. La dysenterie et

le choléra dus au manque d'eau et d'assainissement causent 780 000 décès par an, bien plus que les conflits, séismes et épidémies, selon le rapport.

## INFOGRAPHIE « LE MONDE »

Pourtant, l'Assemblée générale des Nations unies reconnaît l'eau potable comme un droit de l'homme fondamental depuis 2010, et l'assainissement depuis 2015. Les Etats sont en principe tenus d'œuvrer en faveur de leur accès universel, sûr, accessible et abordable au nom de la santé, de la dignité des êtres humains, de la productivité des travailleurs.

Faute d'investissements suffisants, « aucune région (à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande) n'est en bonne voie pour atteindre l'assainissement élémentaire pour tous d'ici à 2030 », notent les rapporteurs. Même en Europe et en Amérique du Nord, 57 millions de laissés-pour-compte n'ont pas l'eau courante chez eux.

### **« Les gens fortunés qui payent très peu doivent commencer à payer plus pour que l'accès soit universel. »**

Le passage en revue des « sans-eau » s'apparente inévitablement à une radiographie des effarantes inégalités sociales, régionales, mais aussi culturelles actuelles.

Alors que l'approvisionnement sûr culmine à 94 % en Europe et en Amérique du Nord, il ne dépasse pas 24 % en Afrique subsaharienne. Sur les 159 millions de personnes qui continuent de consommer de l'eau non traitée, souvent contaminée, 58 % vivent en Afrique. Les « sans-eau » sont surreprésentés parmi les habitants des bidonvilles, mais aussi chez les handicapés, les malades, les peuples autochtones, les réfugiés, les minorités ethniques, les détenus, et dans certaines castes. Les femmes sont particulièrement touchées.

Pour relever le défi de l'eau pour tous, les Etats, mais aussi les acteurs privés, devraient investir trois fois plus qu'actuellement, conclut le rapport. « *Les gens fortunés qui payent très peu doivent commencer à payer plus pour que l'accès soit universel* », suggère Richard Connor.

## **Le changement climatique aggrave leur situation**

Pauvreté rime aussi avec discriminations. Les peuples autochtones – plus de 370 millions de membres dans le monde – se distinguent par leur pauvreté. Analphabétisme, chômage, lacunes des services d'approvisionnement essentiels : les indicateurs de leur retard sont nombreux, même dans les pays développés.

Les rapporteurs insistent sur l'ampleur du dénuement qui caractérise globalement les régions rurales. Et insistent sur le changement climatique qui aggrave leur situation. D'autant que les désordres politiques de notre époque ne font qu'accentuer cet état de fait.

**Lire aussi | [Au Burkina Faso, des robinets pour combattre le terrorisme](#)**

« *Le monde est actuellement témoin des niveaux les plus élevés de déplacements humains jamais enregistrés, souligne l'ONU-Eau. A la fin de l'année 2017, 68,5 millions de personnes (un nombre sans*

*précédent) ont été déplacées de force de leur domicile en conséquence de conflits, de persécutions ou de violations des droits de l'homme. »* Leur effectif a augmenté de moitié depuis 2007. S'y ajoutent chaque année en moyenne 25,3 millions de gens chassés de chez eux par les catastrophes climatiques.

Qu'ils partent dans un autre pays ou s'installent ailleurs dans le leur, les déplacés y rencontrent souvent de graves difficultés pour accéder à des services essentiels. Environ 258 millions de personnes vivaient dans un autre pays que celui de leur naissance en décembre 2017, soit une hausse de 49 % par rapport à 2000.

Une femme porte un bidon d'eau dans un centre de personnes déplacées par les Nations unies, après des affrontements ethniques, le 17 novembre 2018, à Djouba (Soudan du Sud). AKUOT CHOL / AFP

Le rapport cite l'exemple de la Turquie, qui accueille 3,6 millions de réfugiés syriens. En 2018, près de 179 000 étaient hébergés dans des camps, les autres ont généré dans des villes et des villages une *« croissance démographique spectaculaire qui a provoqué un stress sur les ressources déjà rares en eau »*. Autre cas dramatique, celui de Saana. Même avant le conflit qui déchire le Yémen, des fonctionnaires avaient imaginé au début des années 2010 déplacer sur la côte la capitale du pays, asséchée et incapable d'approvisionner sa population en eau.

**Lire aussi** | [Crise de l'eau : la nature à la rescousse](#)

**Martine Valo**